



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU JURA

Lons le Saunier, le 13 NOV. 2014

DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
ET DES MOYENS DE L'ETAT

Le Préfet du Jura

à

Bureau des Collectivités Territoriales et du
Contentieux

Circulaire n° 68

TRANSMISSION PAR MESSAGERIE

- Mesdames et Messieurs :

♦ les Maires

♦ les Présidents des Communautés d'Agglomération

♦ les Présidents de Communautés de Communes

♦ les Présidents de Syndicats Intercommunaux

♦ les Présidents de Syndicats Mixtes

(Pour attribution)

♦ Monsieur le Sous-Préfet de Dole

♦ Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Claude.

♦ Madame la Présidente de l'Association des Maires du Jura

♦ Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique
Territoriale du Jura

♦ Mesdames et Messieurs les Trésoriers

(Pour information)

Objet : Note d'instruction relative à la désignation des représentants des collectivités locales au sein du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement

P.J. : Décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014 relatif à la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement.

La présente note d'instruction a pour objet de vous alerter sur les conditions dans lesquelles sont désignés les représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration de l'établissement, qui peuvent différer selon qu'une même collectivité compte un ou deux représentants dans cette instance.

Le décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014 relatif à la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement, tire les conséquences des modifications introduites par les lois n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, en précisant les conditions de désignation des représentants des collectivités territoriales dans le conseil d'administration (CA) des établissements publics locaux d'enseignement (EPL).

I – Modification de la représentation des collectivités territoriales au sein du conseil d'administration des EPL

Conformément à l'article L. 421-2 du code de l'éducation, la collectivité territoriale de rattachement voit sa représentation passer de un à deux représentants.

Afin de maintenir l'équilibre tripartite entre les collectivités territoriales, l'administration, les personnels et les usagers de la composition du conseil d'administration, le législateur a prévu :

- pour le CA des collèges de plus de 600 élèves et des lycées, le passage de trois à deux représentants de la commune siège de l'établissement ou, lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public et un représentant de la commune (article R. 421-14 du code de l'éducation) ;

- pour le CA des collèges de moins de 600 élèves et ne comportant pas une section d'éducation spécialisée, celui des établissements régionaux d'enseignement adapté et celui des lycées professionnels maritimes, la représentation de la commune siège sera désormais d'un membre. Lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public assiste au CA à titre consultatif (R. 421-16 du code de l'éducation).

II – Prise en compte de la possibilité de transfert ou de délégations des compétences entre collectivités locales et intercommunalités

Le décret tient compte des évolutions apportées par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en ce qui concerne les trois situations suivantes :

- La collectivité de rattachement a transféré ses compétences de fonctionnement et d'investissement des collèges ou lycées à une métropole (en application des dispositions du 1° de l'article L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales pour les régions ou du 3° de l'article L. 3211-1-1 du même code pour les départements). Dans ce cas, un représentant de la métropole sera membre du conseil d'administration des EPLE concernés, en lieu et place de l'un des représentants de la collectivité territoriale de rattachement. La collectivité de rattachement conservera un siège. Cette possibilité de transfert de compétences à une métropole n'est pas prévue pour les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) qui ne sont ni des collèges ni des lycées.

- La collectivité de rattachement a délégué ses compétences à une autre collectivité ou à une intercommunalité, en application de l'article L. 1111-8 du CGCT. Dans ce cas, un représentant de la collectivité délégataire sera membre du conseil d'administration des EPLE concernés, en lieu et place de l'un des représentants de la collectivité territoriale de rattachement. La collectivité de rattachement conservera un siège.

- Bien que le décret ne contienne pas de disposition spécifique à la métropole de Lyon, il s'applique à cette collectivité territoriale à statut particulier, dès qu'il est fait mention de la « collectivité de rattachement ». La métropole de Lyon exerce de plein droit les compétences du département en matière d'investissement, d'équipement et de fonctionnement des collèges (article L. 3641-2 du CGCT), et peut se voir déléguer, par convention, les compétences de la région en matière d'investissement, d'équipement et de fonctionnement des lycées en application du I de l'article L. 3641-4 du CGCT.

III – Modalités de désignation des représentants des collectivités territoriales

Au conseil d'administration

Les représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration sont désignés par l'assemblée délibérante.

Lorsque les représentants d'une même collectivité territoriale sont au nombre de deux, le président de l'assemblée délibérante peut proposer la désignation d'une personne n'appartenant pas à l'assemblée délibérante comme l'un de ses deux représentants (article R. 421-33 du code de l'éducation).

A la commission permanente

Un représentant de la collectivité territoriale de rattachement, ou de la personne publique exerçant les compétences en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement de l'établissement siège à la commission permanente.

Lorsque la collectivité territoriale de rattachement exerce les compétences en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement de l'établissement, le

représentant à la commission permanente est désigné par les représentants de la collectivité territoriale de rattachement au conseil d'administration parmi les deux représentants titulaires ou leurs suppléants.

Lorsque la collectivité territoriale de rattachement n'exerce pas les compétences en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement de l'établissement, le représentant au conseil d'administration de la personne publique exerçant ces compétences, ou à défaut son suppléant, siège à la commission permanente.

IV – Entrée en vigueur

Les dispositions du décret précité entrent en vigueur le lundi 3 novembre 2014. Les arrêtés de désignation des représentants des collectivités au conseil d'administration pris antérieurement à la date d'entrée en vigueur du décret sont caducs.

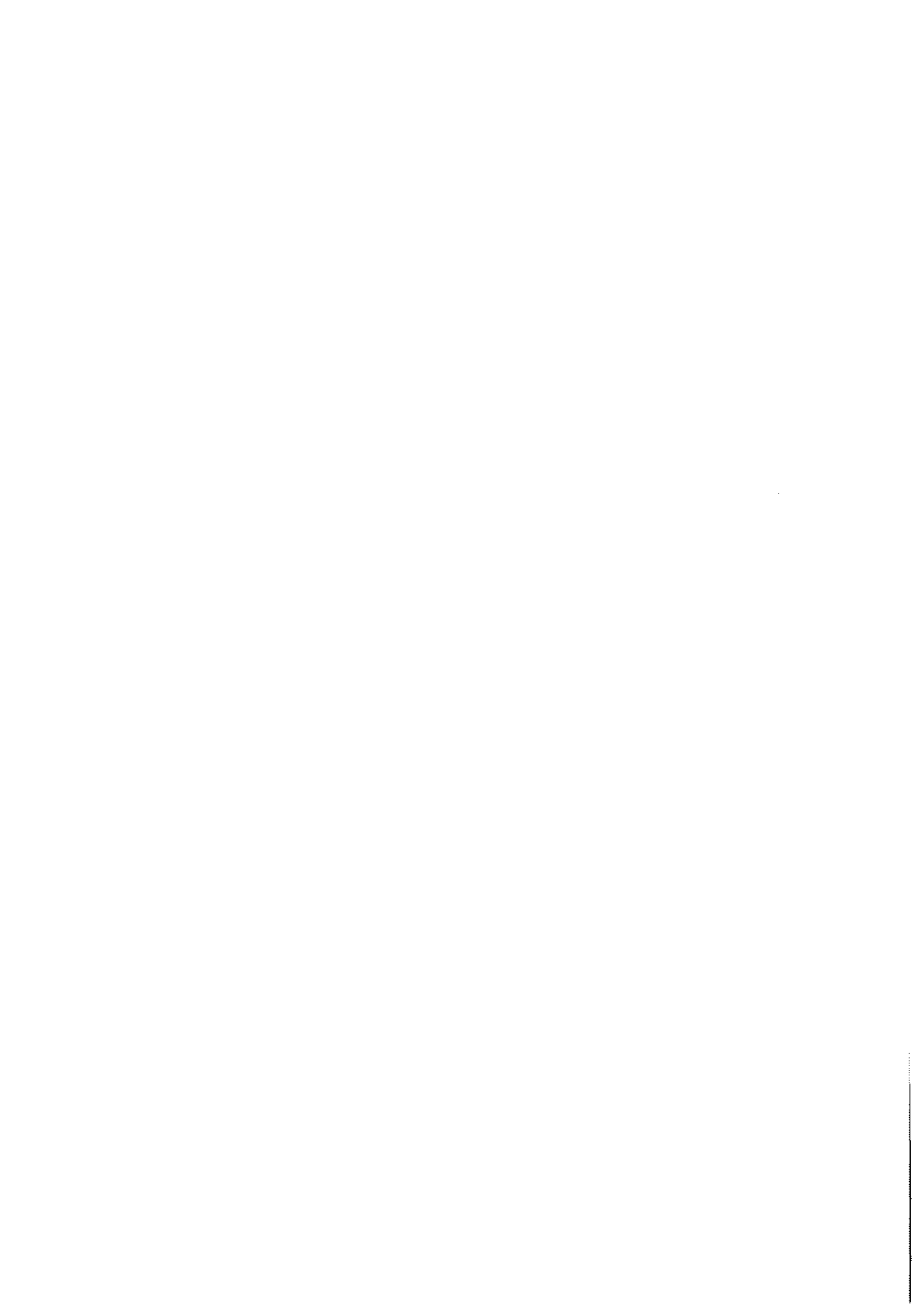
Compte tenu du délai restreint, je vous invite à désigner vos représentants titulaires et suppléants au conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement dans les plus brefs délais. Les premières réunions du conseil d'administration suite au renouvellement des représentants des parents d'élèves et des personnels devraient avoir lieu début novembre.

J'appelle votre attention sur l'alinéa 3 de l'article R. 421-25 du code de l'éducation qui dispose : *« Le conseil d'administration ne peut siéger valablement que si le nombre de présents, en début de séance, est égal à la majorité des membres en exercice composant le conseil »*. Ainsi, l'absence d'une éventuelle désignation des représentants des collectivités locales pour la première réunion du conseil d'administration ne susciterait pas de difficulté quant au quorum à atteindre du conseil d'administration, puisque le calcul de celui-ci ne prendrait pas en compte les membres non encore désignés.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Renaud NURY



Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014 relatif à la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement

NOR : MENE1414335D

Publics concernés : chefs d'établissement, personnels des collèges et des lycées, élèves et parents d'élèves, collectivités territoriales.

Objet : composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement.

Entrée en vigueur : les dispositions des articles 2 à 8 du présent décret entrent en vigueur à compter du 3 novembre 2014. Les dispositions de l'article 9 du présent décret entrent en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret précise notamment les conditions de désignation des représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration de l'établissement, qui diffèrent selon qu'une même collectivité compte un ou deux représentants dans cette instance. Il prévoit également que lorsque les compétences d'une région ou d'un département en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des lycées ou des collèges sont exercées par une métropole en application des dispositions du 3° de l'article L. 3211-1-1 ou du 1° de l'article L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales, ou, en application de l'article L. 1111-8 du même code, par une autre collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, un représentant de la métropole, ou de la collectivité territoriale ou de l'établissement public délégataire, siège au conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement concernés en lieu et place de l'un des représentants de la collectivité territoriale de rattachement.

A cet égard, il tient compte de la création, par l'article 26 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, de la métropole de Lyon. Cette collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution exerce de plein droit les compétences du département en matière d'investissement, d'équipement et de fonctionnement des collèges en application de l'article L. 3641-2 du code général des collectivités territoriales et peut se voir déléguer, par convention, les compétences de la région en matière d'investissement, d'équipement et de fonctionnement des lycées en application du 1 de l'article L. 3641-4 de ce code.

Références : le décret est pris pour l'application de l'article L. 421-2 du code de l'éducation, dans sa rédaction issue de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République postérieurement modifié par la loi du 27 janvier 2014 précitée en ce qui concerne les références au code général des collectivités territoriales. Le code de l'éducation modifié par le présent décret peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-8, L. 3211-1-1 et L. 4221-1-1 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en date du 16 mai 2014 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 11 septembre 2014 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Les dispositions du chapitre I^{er} du titre II du livre IV de la partie réglementaire du code de l'éducation sont modifiées conformément aux articles 2 à 9 du présent décret.

Art. 2. – Les 6° et 7° du I de l'article R. 421-14 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 6° Deux représentants de la collectivité territoriale de rattachement ou, lorsque les compétences de celle-ci en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des collèges ou des lycées sont exercées, en application du 3° de l'article L. 3211-1-1 ou du 1° de l'article L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales, par une métropole ou, en application de l'article L. 1111-8 du même code, par une

autre collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, un représentant de la métropole, ou de la collectivité territoriale ou de l'établissement public délégué, et un représentant de la collectivité territoriale de rattachement ;

« 7° Deux représentants de la commune siège de l'établissement ou, lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public et un représentant de la commune ; ».

Art. 3. – Les 5° et 6° de l'article R. 421-16 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 5° Deux représentants de la collectivité territoriale de rattachement ou, lorsque les compétences de celle-ci en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des collèges sont exercées, en application du 3° de l'article L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales, par une métropole, ou, en application de l'article L. 1111-8 du même code, par une autre collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, un représentant de la métropole, ou de la collectivité territoriale ou de l'établissement public délégué, et un représentant de la collectivité territoriale de rattachement ;

« 6° Un représentant de la commune siège de l'établissement. Lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public assiste au conseil d'administration à titre consultatif ; ».

Art. 4. – Les 5° et 6° de l'article R. 421-17 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 5° Deux représentants de la région ou, lorsque les compétences de celle-ci en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des établissements régionaux d'enseignement adapté sont, en application de l'article L. 1111-8 du même code, exercées par une autre collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, un représentant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public délégué et un représentant de la région ;

« 6° Un représentant de la commune siège de l'établissement. Lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public assiste au conseil d'administration à titre consultatif ; ».

Art. 5. – La première phrase du premier alinéa de l'article R. 421-33 est remplacée par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale mentionnés aux 6° et 7° du I de l'article R. 421-14, aux 5° et 6° de l'article R. 421-16 et aux 5° et 6° de l'article R. 421-17 sont désignés par l'assemblée délibérante.

« Lorsque les représentants d'une même collectivité territoriale sont au nombre de deux, le président de l'assemblée délibérante peut proposer la désignation d'une personne n'appartenant pas à l'assemblée délibérante comme l'un de ses deux représentants. »

Art. 6. – I. – Le 4° de l'article R. 421-37 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 4° Un représentant de la collectivité territoriale de rattachement ou, lorsque celle-ci n'exerce pas les compétences en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement de l'établissement, un représentant de la personne publique exerçant ces compétences ; ».

II. – Le 3° de l'article R. 421-38 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3° Le représentant mentionné au 4° de l'article R. 421-37 est désigné par les représentants de la collectivité territoriale de rattachement au conseil d'administration parmi les représentants titulaires ou suppléants de celle-ci. Lorsque la collectivité de rattachement n'exerce pas les compétences en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement de l'établissement, le représentant au conseil d'administration de la personne publique exerçant ces compétences, ou à défaut son suppléant, siège à la commission permanente ; ».

Art. 7. – I. – Le 4° de l'article R. 421-39 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 4° Un représentant de la région ou, lorsque celle-ci n'exerce pas les compétences en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement de l'établissement, un représentant de la personne publique exerçant ces compétences ; ».

II. – Le 3° de l'article R. 421-40 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3° Le représentant mentionné au 4° de l'article R. 421-39 est désigné par les représentants de la région au conseil d'administration parmi les représentants titulaires ou suppléants de celle-ci. Lorsque la région n'exerce pas les compétences en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement de l'établissement, le représentant au conseil d'administration de la personne publique exerçant ces compétences, ou à défaut son suppléant, siège à la commission permanente ; ».

Art. 8. – I. – Les 2° et 3° de l'article R. 421-89 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 2° Deux représentants de la région ou, lorsque les compétences de celle-ci en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des lycées sont exercées, en application du 1° de l'article L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales, par une métropole ou, en application de l'article L. 1111-8 du même code, exercées par une autre collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, un représentant de la métropole, ou de la collectivité territoriale ou de l'établissement public délégué, et un représentant de la région ;

« 3° Un représentant de la commune siège de l'établissement. Lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public assiste au conseil d'administration à titre consultatif ; ».

II. – La première phrase du premier alinéa de l'article R. 421-101 est remplacée par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale mentionnés aux 2° et 3° de l'article R. 421-89 sont désignés par l'assemblée délibérante.

« Lorsque les représentants de la région sont au nombre de deux, le président du conseil régional peut proposer la désignation d'une personne n'appartenant pas à l'assemblée délibérante comme l'un de ses deux représentants. »

Art. 9. – I. – Au second alinéa du 8° de l'article R. 421-9, la référence : « c du 6° de l'article R. 421-20 » est remplacée par la référence : « d du 6° de l'article R. 421-20 ».

II. – Au quatrième alinéa du d du 6° de l'article R. 421-20, le mot : « lesquelles » est remplacé par le mot : « lesquels ».

Art. 10. – Les dispositions des articles 2 à 8 du présent décret entrent en vigueur à compter du 3 novembre 2014.

Art. 11. – La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 24 octobre 2014.

MANUEL VALLS

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
NAJAT VALLAUD-BELKACEM*

*Le ministre de l'intérieur,
BERNARD CAZENEUVE*

